

---

## Comité européen des droits sociaux : déclarations de recevabilité dans des affaires françaises

Diane Roman

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9512>

DOI : 10.4000/revdh.9512

ISSN : 2264-119X

### Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

### Référence électronique

Diane Roman, « Comité européen des droits sociaux : déclarations de recevabilité dans des affaires françaises », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 18 octobre 2011, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9512> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9512>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

Tous droits réservés

---

# Comité européen des droits sociaux : déclarations de recevabilité dans des affaires françaises

Diane Roman

---

- <sup>1</sup> Par deux décisions sur la recevabilité en date du 13 septembre 2011, le Comité européen des droits sociaux a déclaré recevables **deux réclamations collectives dirigées contre la France**.

## 1°/- Conditions de vie des Roms en France

- <sup>2</sup> La première réclamation collective est présentée par l'ONG Médecins du Monde et porte sur les conditions de vie des Roms, originaires de pays de l'Union européenne pour la plupart et vivant en France dans des conditions de grande pauvreté (réclamation 67/2011). Médecins du Monde allègue que la France ne respecte pas ses engagements pris au titre du droit au logement (**article 31** de la Charte sociale révisée), du droit à la protection de la santé (**article 11**), du droit à la protection sociale (**article 13** – droit à l'assistance sociale et médicale –, **article 16** – droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique –, **article 17** – droit des enfants et des jeunes à une protection sociale, juridique et économique –, **article 19§8** – droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance, garanties relatives à l'expulsion), seuls ou en combinaison avec l'article E (interdiction des discriminations). La situation des enfants Roms est particulièrement mise en exergue par Médecins du Monde, au regard des stipulations de la Charte supposées les protéger (**article 17** – droit des enfants et des jeunes à une protection sociale, juridique et économique). Plus généralement, est en cause **l'effectivité du droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale**, énoncé par l'**article 30** de la Charte sociale

révisée. S'appuyant sur une expertise de terrain, l'ONG souligne dans sa réclamation **les conditions de vie déplorables de nombreux Roms en France, encore dégradées depuis le tournant sécuritaire de l'été 2010.**

- 3 Cette réclamation collective conduira le Comité européen des droits sociaux à revenir sur un sujet dont il a été plusieurs fois saisi et qu'il connaît bien. Le 19 octobre 2009, à la suite de la réclamation n° 51/2008 présentée par le Centre européen des droits des Roms, il avait déjà conclu à la violation par la France des articles 16, 30 et 31 combinés à l'article E de la Charte sociale européenne en raison, notamment, **de la création insuffisante d'aires d'accueil; des mauvaises conditions de vie et des dysfonctionnements des aires d'accueil, de l'accès insuffisant au logement des gens du voyage sédentarisés ainsi que des procédures d'expulsions adoptées**(CEDS, Décision sur le bien-fondé, 19 octobre 2009, *Centre européen des droits des Roms (CEDR) c. France*, Réclamation n° 51/2008, – ADL du 2 mars 2010 et ADL du 14 octobre 2010). Par ailleurs, rappelons que deux autres réclamations collectives relatives aux Roms vivant en France sont en cours d'examen devant le Comité, portant spécifiquement sur **les expulsions par la force des campements Roms à la suite du discours de Grenoble** (CEDS, Déclaration de recevabilité, 25 janvier 2011, *Centre sur les droits au logement et les expulsions (COHRE) contre la France*, Réclamation n° 63/2010 – ADL du 2 février 2011 ; CEDS, Déclaration de recevabilité, 10 mai 2011, *Forum européen des Roms et des Gens du Voyage (FERV) c. France*, Réclamation n° 64/2011 ; v. aussi une compilation des décisions sur le bien-fondé relatives au Roms et aux Gens du Voyage ainsi que la fiche d'information sur les droits des Roms – ADL du 30 janvier 2010). La récurrence de ce contentieux souligne à l'évidence non seulement **la persistance et la gravité du traitement réservé au Roms, éternels parias en Europe**, mais aussi **la réticence des États, au premier rang desquels la France, à tirer les conclusions des recommandations du Comité européen des droits sociaux**. Gageons que ces réclamations en cours d'examen permettront au Comité d'asseoir une politique jurisprudentielle volontariste.

\*

- 4 CEDS, *Décision sur la recevabilité*, 13 septembre 2011, *Médecins du Monde – International c. France* Réclamation n° 67/2011

## 2°/- Droit du travail et statut des fonctionnaires français

- 5 La seconde réclamation collective déclarée recevable est relative au droit du travail, et plus particulièrement à **la rémunération des heures complémentaires de certains fonctionnaires français (officiers de police)**. Dans cette réclamation n° 68/2011, le Conseil Européen des Syndicats de Police (CESP) allègue que la nouvelle réglementation concernant le régime de travail des Officiers de Police à compter du 1 avril 2008, régime supprimant la rémunération ou la compensation des heures supplémentaires, **viole l'article 4§2 (droit à une rémunération équitable) de la Charte révisée**. Cette réclamation fait écho à celle n° 57/2009, au sujet de laquelle le Comité européen des droits sociaux avait conclu à une violation de l'article 4§2 (CEDS, *Décision sur le bien-*

fondé, 1<sup>er</sup> décembre 2010, *Conseil Européen des Syndicats de Police (CESP) c. France*, Réclamation n° 57/2009).

6 Enfin, **une autre réclamation relative aux statuts des fonctionnaires français** a été enregistrée le 19 juillet 2011 (réclamation n° 73/2011 – *Syndicat de Défense des Fonctionnaires c. France*). Elle concerne les fonctionnaires dit « *reclassés* », restés dans les grades de l'ex-administration des Postes et Télécommunications, en poste dans les entreprises France Telecom et La Poste. Le syndicat réclamant allègue **une absence de reconnaissance de discriminations, un non-respect du droit à l'information, un déni du droit à la carrière et du droit à la sécurité sociale pour cette catégorie de fonctionnaires au sein des entreprises susmentionnées**, en violation des articles 2 (droit à des conditions de travail équitables), 12 (droit à la sécurité sociale), 20 (droit à l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession) et E (non discrimination) de la Charte sociale révisée.

7 CEDS, **Décision sur la recevabilité, 13 septembre 2011, CESP c. France, Réclamation n° 68/2011**

8 CEDS, **Réclamation n° 73/2011 enregistrée le 13 septembre 2011, Syndicat de Défense des Fonctionnaires c. France**

9

\*\*\*

10 Cinquante ans jour pour jour après la signature à Turin de la Charte sociale européenne initiale le 18 octobre 1961, ces différentes affaires en cours d'examen à Strasbourg soulignent **la vitalité du processus de réclamation collective**. Les associations et syndicats habilités, spécialement français, se sont emparés de cette procédure pour soumettre au Comité des questions désormais diversifiées : si le droit du travail demeure central dans l'activité du CEDS, **ce sont désormais l'ensemble des droits sociaux fondamentaux qui ont intégré le domaine de compétence du Comité**. Ce mouvement gagnerait encore être amplifié afin que la jurisprudence du CEDS devienne un instrument effectif de protection des droits en Europe à l'instar de la Cour européenne des droits de l'homme ou de la Cour de justice de l'Union européenne.